

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/DCS/W/NCL
24 janvier 2003

(03-0416)

Commerce des services

Original: français

LA FRANCE AU TITRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Projet de version convertie de la Liste d'engagements spécifiques¹

On trouvera ci-joint un projet de version convertie en format Word de la Liste d'engagements spécifiques de la France au titre de la Nouvelle Calédonie. Ce document ne remplace pas les engagements juridiquement contraignants souscrits par la France au titre de la Nouvelle Calédonie dans sa Liste d'engagements spécifiques (GATS/SC/61).

Le projet de version convertie de la liste a été établi par le Secrétariat, à la demande des Membres, pour faciliter le processus de négociation, y compris la présentation des offres initiales.

¹ Le présent document a été établi, en français seulement, par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

Cette liste s'applique exclusivement à la France au titre de la Nouvelle-Calédonie. Conformément aux articles 72 et 74 de la Constitution française, ce territoire fait partie des collectivités territoriales de la République française. Son statut découle de la Loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988. Il comprend la Nouvelle-Calédonie ou Grande-Terre, l'île des Pins, l'archipel des Belep, Huon et Surprise, les îles Chesterfield et les récifs Bellone, les îles Loyauté (Maré, Lifou, Tiga et Ouvéa), l'île Walpole, les îles Beutemps-Beaupré et de l'Astrolabe, les îles Matthew et Fearn ou Hunter et les îlots proches du littoral. Ce territoire n'appartient pas au territoire européen de la France. En vertu de la Loi 88-1028 précitée, l'Etat et le territoire disposent de compétences spécifiques, les provinces (Province Nord, Province Sud, Province des îles) d'une compétence de droit commun.

LA FRANCE AU TITRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE – LISTE D’ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>3) <u>Investissements directs étrangers inférieurs à 70 MF:</u></p> <p>(Compétence provinciale en vertu de la Loi n° 88-1028):</p> <p>Aucune restriction <u>sauf</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Province Sud</u>: soumis à autorisation des autorités compétentes - <u>Provinces des îles Loyauté</u>: soumis à approbation des autorités compétentes <p><u>Investissements directs étrangers supérieurs à 70 MF:</u></p> <p>Compétence de l'Etat en vertu de la Loi n° 88-1028: les investissements directs réalisés par des non-résidents (hors CEE) ou par des sociétés sous contrôle étranger (hors CEE) sont soumis à une déclaration préalable et le cas échéant à une autorisation préalable du Ministre chargé de l'économie. Cette disposition vise pour l'essentiel les rachats d'entreprises</p>	<p>1), 2), 3) L'éligibilité aux aides accordées par la CEE, l'Etat, le territoire ou les provinces peut être limitée aux sociétés jouissant de la personnalité morale, établies en Nouvelle-Calédonie ou dans une de ses subdivisions géographiques</p> <p>L'octroi de ces aides fait l'objet de décisions des autorités compétentes</p> <p>Les subventions accordées au secteur public ne contreviennent pas aux dispositions de l'accord-cadre sur les services</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Acquisition ou prise à bail de certaines terres (tribales, claniques ...):</u></p> <p>Soumises à des conditions spécifiques et à une autorisation (Procès-verbal de Palabre)</p> <p><u>Services publics:</u></p> <p>Certains services considérés comme d'utilité publique au niveau national ou local peuvent faire l'objet de monopoles ou de droits exclusifs (concessions ...) accordés à des opérateurs privés*</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>La présence de personnes physiques nécessaires à l'implantation des sociétés est subordonnée à l'accomplissement des formalités relatives à l'entrée et au séjour des étrangers</p>	<p>4) Non consolidé</p>	

* De tels services sont, dans la plupart des cas, couverts par les dispositions de l'article XIII.1. Pour ces services, des droits exclusifs sont souvent accordés par les autorités publiques, par le biais notamment de concessions, à des opérateurs privés qui sont alors soumis à des obligations spécifiques de service public.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SPECIFIQUES			
<p>6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Traitement des déchets industriels et/ou ménagers (à l'exclusion de la collecte)</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune restriction <u>sauf</u>:</p> <p>- <u>Province des îles Loyauté</u>: autorisation par autorités compétentes</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune</p> <p>4) Non consolidé</p>	
<p>9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES</p> <p>Hôtellerie de 4 et 5 étoiles</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune restriction <u>sauf</u>:</p> <p>- <u>Province des îles Loyauté</u>: non consolidé</p> <p>L'engagement pris pour ce secteur est limité à une durée de cinq ans.</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune restriction <u>sauf</u>:</p> <p>- <u>Province des îles Loyauté</u>: non consolidé</p> <p>L'engagement pris pour ce secteur est limité à une durée de cinq ans.</p> <p>4) Non consolidé</p>	

* Un engagement sur ce mode n'est techniquement pas possible.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Transport nautique à caractère touristique	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune restriction <u>sauf</u> : - <u>Provinces Sud</u> : Nécessité d'un agrément délivré par les autorités provinciales. De plus, cette activité est réservée aux bateaux battant pavillon français. - <u>Province des îles Loyauté</u> : non consolidé 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune restriction <u>sauf</u> : - <u>Province des îles Loyauté</u> : non consolidé 4) Non consolidé	
10. SERVICES RECREATIFS, CULTURELS SPORTIFS ET			
Organisation et promotion des manifestations sportives (CPC 9641)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	

* Un engagement sur ce mode n'est techniquement pas possible.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Entretien des jardins botaniques et zoologiques (CPC 96331)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune restriction <u>sauf</u> : - <u>Province des îles Loyauté</u> : non consolidé 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune restriction <u>sauf</u> : - <u>Province des îles Loyauté</u> : non consolidé 4) Non consolidé	
12. AUTRES SERVICES NON COMPRIS AILLEURS			
Services d'esthétique (CPC 97029)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	
Services de Pressing (CPC 97014 et CPC 97013)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	

* Un engagement sur ce mode n'est techniquement pas possible.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Service de coiffure (CPC 97021)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé	

* Un engagement sur ce mode n'est techniquement pas possible.